

Informations Rapides

29 mars 2013 - n° 73
Principaux indicateurs



Comptes nationaux des administrations publiques - Année 2012 (premiers résultats)

En 2012, le déficit public notifié s'élève à 4,8 % du PIB, la dette notifiée à 90,2 % du PIB

Avertissement : chaque année, l'Insee publie une première évaluation des comptes nationaux des administrations publiques sur l'année écoulée, correspondant à celle réalisée pour la notification à la Commission européenne des ratios de dette et de déficit publics. Les données sont susceptibles d'être modifiées à l'occasion de la publication, le 15 mai 2013, du compte de la Nation provisoire 2012.

Le solde public notifié pour 2012 s'établit à -98,2 milliards d'euros, soit -4,8 % du PIB, contre -5,3 % du PIB en 2011. En part de PIB, les recettes progressent de 50,6 % à 51,7 % du PIB, plus vite que les dépenses, qui passent de 55,9 % à 56,6 % du PIB. Le taux de prélèvements obligatoires augmente de 1,2 point en 2012 à 44,9 % du PIB, sous l'effet de la hausse des impôts (+5,3 %).

Ratios de finances publiques

(en % du PIB)

	2009	2010	2011	2012
Déficit public notifié	-7,5	-7,1	-5,3	-4,8
Dette publique notifiée	79,2	82,4	85,8	90,2
Dette publique nette*	72,0	76,0	78,7	82,4
Recettes publiques	49,2	49,5	50,6	51,7
Dépenses publiques	56,8	56,6	55,9	56,6
Prélèvements obligatoires	42,1	42,5	43,7	44,9

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

* La dette publique nette est égale à la dette publique notifiée moins les dépôts, les crédits et les titres de créance négociables détenus par les administrations publiques sur les autres secteurs.

Les dépenses progressent de 2,9 %, davantage que le PIB en valeur (+1,6 %), après +2,1 % en 2011.

Les dépenses de fonctionnement sont notamment en hausse de +2,5 % : les rémunérations progressent de +1,9 % après +1,3 % en 2011, et les consommations intermédiaires augmentent de 4,0 % après un recul de 1,5 % en 2011. Cette accélération est largement due à des livraisons de matériel militaire plus élevées qu'en 2011 : hors cet effet de calendrier, les consommations intermédiaires n'augmenteraient que de 2,7 %.

Les intérêts versés reculent de 0,7 % grâce à la baisse des taux, en dépit de l'augmentation de la dette (+116,9 milliards d'euros entre fin 2011 et fin 2012). Les prestations sociales restent dynamiques : +3,5 % après +3,1 %. Les prestations en nature ralentissent à

+2,6 % contre +3,5 % en 2011 à la faveur d'une progression très modérée des dépenses de santé (+2,2 % contre +3,3 % en 2011), alors que les prestations en espèces accélèrent à +3,8 % après +2,9 % en 2011. La croissance des prestations du régime général est surtout portée par les branches vieillesse (+4,1 % en 2012 après +4,6 % en 2011) du fait de l'augmentation tendancielle du nombre de retraités, et famille (+3,2 %). Les prestations de l'Unedic accélèrent en 2012 (+5,2 % après -0,4 %) du fait de la hausse du chômage.

Dépenses et recettes des administrations publiques

En milliards d'euros

	2011	2012	2012/2011 (%)
Dépenses de fonctionnement*	379,1	388,5	2,5
dont conso. Intermédiaires*	106,7	111,0	4,0
dont rémunérations	262,7	267,7	1,9
Intérêts*	55,5	55,1	-0,7
Prestations sociales	510,8	528,7	3,5
Autres transferts et subventions	108,9	114,6	5,3
Acquisition nette d'actifs non financiers	64,3	64,2	-0,1
dont investissement	62,7	63,7	1,7
Total des dépenses	1 118,5	1 151,1	2,9
Ventes et autres recettes	71,4	72,6	1,7
Revenus de la propriété	16,1	13,4	-16,9
Impôts	533,9	562,2	5,3
dont impôts sur les produits et la production	305,2	314,0	2,9
dont impôts courants sur le revenu et le patrimoine	224,6	243,4	8,4
Cotisations sociales effectives	336,5	346,4	2,9
Autres recettes**	54,7	57,7	5,6
Total des recettes	1012,7	1052,3	3,9
Besoin de financement	-105,9	-98,8	
Gains (+) Pertes (-) sur Swap	0,5	0,6	
Déficit notifié	-105,4	-98,2	

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

N.B : le déficit public notifié se distingue du besoin de financement par la prise en compte des flux d'intérêts liés à des opérations de swaps effectuées par les administrations publiques (0,6 Md€ en 2012)

* Hors correction au titre des services financiers indirectement mesurés (SIFIM) sur les intérêts versés.

** Y compris cotisations sociales imputées

Les autres transferts et subventions sont en hausse (+5,3 %), en raison notamment de la recapitalisation de Dexia intervenue en décembre et de la hausse du prélèvement sur ressources au profit de l'Union européenne. Enfin, l'investissement progresse plus modérément qu'en 2011 (+1,7 % après +3,8 %), notamment du fait d'une forte décélération dans les hôpitaux.

Les recettes augmentent de +3,9 %, après +5,7 % en 2011. Cette progression doit beaucoup aux impôts sur le revenu et le patrimoine (+8,4 % après +9,7 % en 2011) : +8,8 Mds€ pour l'impôt sur le revenu, +3,1 Mds€ pour la contribution sociale généralisée, +0,9 Md€ pour la taxe d'habitation et +0,7 Md€ pour l'impôt de solidarité sur la fortune, pour l'essentiel du fait des mesures prises par les gouvernements successifs.

En revanche, les recettes d'impôts sur les produits et la production ralentissent (+2,9 %, après +5,8 % en 2011). En particulier, la TVA n'augmente que de 1,4% contre +3,3% en 2011 malgré la hausse du taux réduit intervenue au 1^{er} janvier 2012. Les cotisations sociales sont également moins dynamiques (+2,9 % après +4,1 %). Par ailleurs les revenus de la propriété sont en baisse (-16,9 %) en raison d'un fort recul des dividendes versés par les entreprises publiques.

En 2012, la réduction du déficit des administrations publiques est essentiellement liée à celle de l'État (-7,7 Mds€). Le déficit des administrations de sécurité sociale se résorbe de 0,8 Md€. Celui des administrations publiques locales passe de 1,5 Md€ à 3,1 Mds€, alors que celui des organismes divers d'administration centrale reste stable.

Capacités ou besoins de financement par sous-secteurs

En milliards d'euros

	2009	2010	2011	2012
Etat(*)	-117,1	-121,8	-87,7	-80,0
Organismes divers d'administration centrale (*)	-4,6	9,1	-2,7	-2,5
Adm. Publiques locales	-5,9	-1,4	-1,5	-3,1
Adm. de sécurité sociale	-15,0	-23,3	-14,0	-13,1

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

La dette au sens de Maastricht augmente de 4,4 points de PIB

Fin 2012, la dette publique notifiée s'élève à 1 833,8 Mds€. Elle correspond à la dette brute consolidée en valeur nominale du secteur des administrations publiques.

Elle croît de +116,9 Mds€ après +121,9 Mds€ en 2011 et atteint 90,2 % du PIB fin 2012, après 85,8 % fin 2011. L'augmentation de la dette publique nette est légèrement moindre : elle s'établit à 82,4 % du PIB, après 78,7 % fin 2011.

La contribution de l'État à la dette publique progresse de 104,6 Mds€, une variation plus importante que le montant de son déficit. La différence résulte des prêts accordés via le Fonds européen de stabilité financière (+27,1 Mds€) et de l'apport de capital au Mécanisme européen de stabilité (6,5 Mds€, le reliquat de 9,8 Mds€ étant provisionné dans les comptes à payer).

La dette des organismes divers d'administration centrale s'établit à 9,9 Mds€ fin 2012, en légère diminution (-0,4 Md€) par rapport à la fin 2011.

La contribution des administrations publiques locales à la dette atteint 173,7 Mds€ à la fin 2012 contre 166,6 Mds€ fin 2011, une hausse de 7,1 Mds€ en lien avec leur besoin de financement (3,1 Mds€) et l'augmentation de leurs dépôts de liquidités (+4,0 Mds€).

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette publique augmente de 5,7 Mds€ pour s'établir à 210,3 Mds€ fin 2012. La variation de la dette est moindre que le déficit enregistré par ces organismes car les organismes de sécurité sociale diminuent leur trésorerie (-6,1 Mds€).

La dette notifiée (Maastricht) et la dette nette

En milliards d'euros

	Dette notifiée		Dette nette	
	2011	2012	2011	2012
Ensemble	1716,9	1833,8	1575,2	1675,1
dont				
Etat	1335,3	1439,9	1271,2	1348,1
Organismes divers d'administration centrale	10,4	9,9	-2,0	-2,9
Adm. Publiques locales	166,6	173,7	157,0	163,9
Adm. de sécurité sociale	204,6	210,3	149,0	166,1

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor

Pour en savoir plus :

Remarques :

- À la suite de la décision d'Eurostat du 9 mars 2006, les dépenses militaires de l'État sont comptabilisées depuis 2005 au moment de la livraison des matériels. La correction des dépenses militaires à ce titre a conduit à réduire de 0,11 point de PIB par an en moyenne le déficit public sur toute la période 2005-2009. En 2010, cette correction s'est inversée du fait de livraisons de matériels militaires plus importantes que les paiements, dégradant le déficit de 0,11 point de PIB. En 2011 la correction a à nouveau pour effet de réduire le déficit public de 0,10 point de PIB. En 2012, l'effet de la correction est plus faible que les années précédente : elle améliore le déficit de 0,03 points de PIB.
- Conformément aux règlements européens, la recapitalisation intervenue en décembre 2012 de la banque Dexia, qui a enregistré des pertes répétées depuis le début de la crise financière, est enregistrée en dépense et augmente le déficit public 2012 de 0,13 point de PIB.
- Suite aux recommandations d'Eurostat, le versement complémentaire au titre du prélèvement sur ressources au profit de l'Union européenne, effectué début janvier 2013, est rattaché à l'année 2012 et accroît le déficit de 0,6 Md€.
- Un document complémentaire est disponible ici : <http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind37/20130329/Annexe-APU.pdf>
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G1310](#), [G1374](#), [G1377](#), [G1378](#).

Prochaine publication : 28 mars 2014